

ARRETE N° 1

Objet : limites d'agglomération

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213.1 à L.2213-4 ;

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code de la route et notamment les articles R110.1, R110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière - livre 1 - 5^{ème} partie- signalisation d'indication des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures utiles de nature à assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics.

Article 1 : Les Limites de l'agglomération au sens de l'article R110.2 du code de la route sont fixées ainsi qu'il est précisé dans le tableau ci-dessous, indiquant chaque entrée et sortie de la commune et leur positionnement suivant des coordonnées RGF 93 CC48.

<i>Route</i>	<i>Type</i>	<i>X</i>	<i>Y</i>
D184 A	Entrée	1847703.4497	7256055.6219
D184 A	Sortie	1847702.6595	7256065.0685
D184	Entrée	1847715.1664	7255946.1311
D184	Sortie	1847707.8272	7255945.5260
D184	Entrée	1848123.9752	7256326.8131
D184	Sortie	1848129.8632	7256318.5758

Article 2 : La signalisation règlementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle, sera mise en place par la commune à chaque fois que nécessaire et notamment cas de modification de leur précédent positionnement.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur aux lieux habituels prévus à cet effet dans la commune.

Article 6 : Conformément au code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 : Le Maire et le Commandant de la brigade de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, ainsi que toutes autres forces de police ou représentants de la loi, de l'exécution du présent arrêté.

A Vallerest
Le 04 janvier 2021
Le Maire

